

Dans le contexte de crise de déplacement dans la région de Diffa, le Cash Working Group (CWG) a souhaité réaliser une évaluation de la faisabilité du transfert monétaire multisectoriel afin d'informer la stratégie de la communauté humanitaire et du CWG en particulier. Cette évaluation s'inscrit dans la continuité de l'étude sur la faisabilité du transfert monétaire dans un contexte d'urgence à Diffa réalisée en 2017 de façon conjointe par le HCR, le PAM, OCHA et UNICEF¹. La collecte de données a été réalisée entre le 08 avril et le 08 mai 2019 et a couvert cinq aspects : la capacité des marchés ; la protection des bénéficiaires et l'acceptation du transfert monétaire ; les capacités et limites des prestataires de services financiers ; les capacités et défis des organismes de mise en œuvre et enfin l'identification des risques et opportunités du transfert monétaire dans la région de Diffa et la formulation de recommandations à l'échelle de chaque commune.

Pour l'évaluation de la capacité des marchés, l'évaluation a couvert 45 marchés répartis dans toutes les communes hormis Bosso qui a été inaccessible pour des raisons sécuritaires. Au total, 45 entretiens ont été réalisés avec des IC gestionnaires de

marchés² (un par marché) ainsi que des entretiens individuels avec 88 transporteurs et 229 commerçants.

Pour l'évaluation de l'acceptation du transfert monétaire et la protection des bénéficiaires, l'évaluation a couvert 21 localités de Diffa (2 par commune hormis Toumour où une seule localité a été couverte). Dans ces localités, des entretiens ont été réalisés avec des informateurs clés parmi la population déplacée et non déplacée de même que 72 groupes de discussion répartis de façon distincte par type de population (déplacée/non déplacée) et par sexe (homme/femme).

En ce qui concerne les capacités des prestataires financiers et des partenaires de mise en œuvre, des entretiens individuels ont été réalisés avec 4 prestataires financiers actifs à Diffa (dont 2 gestionnaires d'institutions de microfinance (IMF) et 2 représentants d'opérateurs téléphoniques). Et enfin, parmi une dizaine d'ONG qui font du transfert monétaire à Diffa, 6 ont répondu aux entretiens sur leurs capacités et défis³.

Capacité des marchés

Accessibilité des marchés

Types d'infrastructures disponibles pour l'accès aux marchés selon les IC gestionnaires de marchés - par nombre de marchés⁴ :

Une piste non aménagée		(45/45)
Une piste		(32/45)
Une route bitumée		(11/45)
Une voie fluviale		(2/45)

Selon les IC gestionnaires de marchés, les moyens de transport empruntés par les populations pour accéder aux marchés sont le déplacement à pieds, à dos d'animaux, les véhicules de transport et les deux roues.

Principales entraves pour l'accès aux marchés pour les populations et les commerçants selon les IC gestionnaires de marché - par nombre de marchés⁴ :

1. Moyens de transport limités	(38/45)
2. Mauvais état des infrastructures	(37/45)
3. Conditions météorologiques (crues etc.)	(31/45)
4. Postes de contrôle	(23/45)
5. Incidents de sécurité	(14/45)

Régularité / animation des marchés

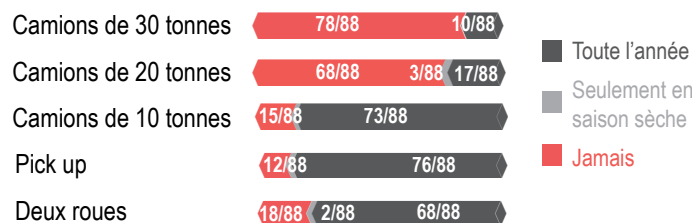
Evolution du nombre de commerçants dans les marchés pendant les 6 mois précédant l'évaluation selon les IC gestionnaires de marchés - par nombre de marchés :

	Diminué (29/45)		Stable (2/45)		Augmenté (14/45)
--	---------------------------	--	-------------------------	--	----------------------------

Principales raisons de la diminution du nombre de commerçants selon les IC gestionnaires de marchés - par nombre de marchés⁴ :

1. Moyens de transport /déplacement	(15/45)
1. problèmes d'approvisionnement des produits	(15/45)
2. Période de soudure	(8/45)

Périodes de l'année pendant lesquelles les véhicules de transport de marchandises accèdent aux marchés selon les IC transporteurs - par nombre de transporteurs :



Selon une majorité de participants aux groupes de discussion, les marchés sont physiquement accessibles malgré le mauvais état des infrastructures et quelques difficultés répertoriées telle que :

- Les moyens de transport limités/cherté du coût du transport si les marchés sont éloignés
- Dans ces communes : Chetimari, Kablewa, Toumour, Gueskerou et Nguigni, des participants aux discussions ont rapporté les risques d'agressions, d'enlèvements ou d'attaques sur les chemins d'accès aux marchés. Cette peur liée à la présence de groupes armés dans ces zones peut jouer un rôle dissuasif pour l'accès aux marchés.
- Certaines catégories telles que les personnes en situation de handicap et les personnes âgées ont plus de difficultés d'accès que l'ensemble de la population du fait de la dépendance aux autres et parce qu'ils sont obligés d'utiliser des moyens de transport plus chers (ex : taxi brousse)

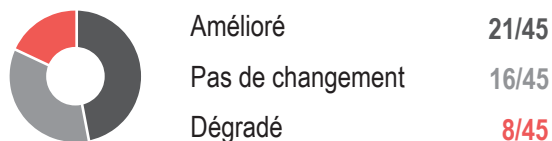
Selon la totalité des IC gestionnaires de marchés, les marchés fonctionnent de manière régulière toute l'année malgré les périodes de hausse/baisse des prix et la disponibilité des produits céréaliers en fonction de la saisonnalité.

Selon les groupes de discussion, les marchés fonctionnent de manière régulière en termes d'ouverture avec un respect des jours d'ouverture hebdomadaire. Cependant, il existe des périodes pendant lesquelles les marchés sont moins fonctionnels selon la perception des populations :

- La saison sèche caractérisée par la transhumance, l'indisponibilité de certains produits saisonniers et la hausse des prix.
- La saison pluvieuse pendant laquelle le marché peut être difficilement accessible aux populations et à certains véhicules de transport.

🏠 Stockage des produits

Evolution de l'état des infrastructures de stockage cette année par rapport à l'année passée à la même période selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :



Principaux lieux de stockage habituels des produits chez les commerçants qui ont recours au stockage de produits⁴ :

1. Dans mon magasin au marché
2. A mon domicile
3. Dans un magasin loué uniquement pour le stockage

💰 La monnaie et le taux de change

Principales monnaies utilisées par les commerçants interrogés, par nombre de commerçants⁴ :

1. Naira 223/229
2. FCFA Ouest 196/229
3. FCFA Centre 17/229

Existence de difficultés liées au taux de change selon les IC gestionnaires de marchés par nombre de marchés :



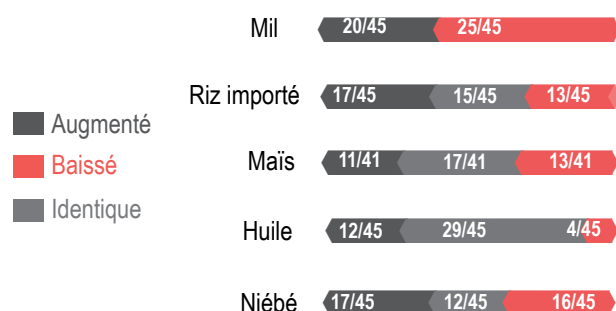
Principales difficultés identifiées :

1. Taux de change instable
2. Commissions élevées/instables
3. Baisse de la valeur de la monnaie

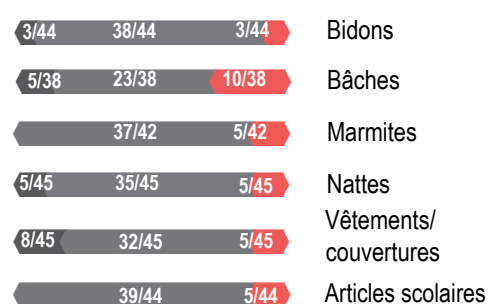
🍷 Offre de produits alimentaires et non alimentaires

	Mil	Maïs	Huile	Riz importé	Niébé	Bidons	Bâches	Marmites	Nattes	Couvertures habits	Articles scolaires
Disponibilité de ces produits dans les marchés par nombre de marchés dans les 6 mois avant l'évaluation ⁴ :	45/45	41/45	45/45	45/45	45/45	44/45	38/45	42/45	45/45	45/45	44/45
Provenances des produits ⁴	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria
	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa
			Région de Zinder	Région de Zinder	Région de Zinder			Région de Zinder	Région de Zinder	Région de Zinder	Région de Zinder
				Région de Maradi							

Evolution du niveau de l'offre de produits alimentaires cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :



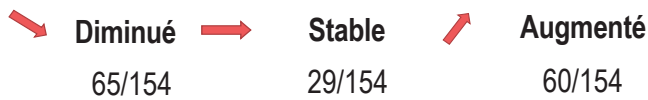
Evolution du niveau de l'offre de produits non alimentaires cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :



Commercialisation de produits alimentaires et non alimentaires

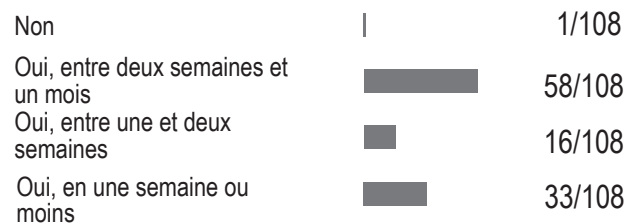
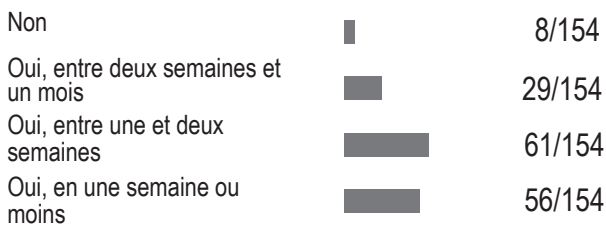
Evolution des ventes de produits alimentaires la semaine précédant l'enquête comparée à la même période l'année passée selon 154 commerçants qui vendent des produits alimentaires - par nombre de commerçants :

Evolution des ventes de produits non alimentaires la semaine précédant l'enquête comparée à la même période l'année passée selon 108 commerçants qui vendent des produits non alimentaires - par nombre de commerçants :



Capacité des commerçants à répondre au cas où la demande de produits alimentaires double et en combien de temps :

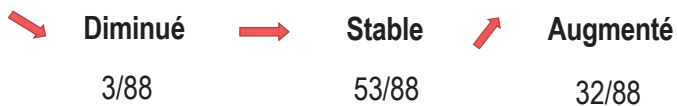
Capacité des commerçants à répondre au cas où la demande de produits non alimentaires double et en combien de temps :



Evolution des coûts liés à la vente des produits

Evolution du coût du transport au cours de l'année précédant l'évaluation selon les transporteurs interrogés, par nombre de transporteurs :

Evolution du montant des taxes, impôts et prélèvements cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marché :

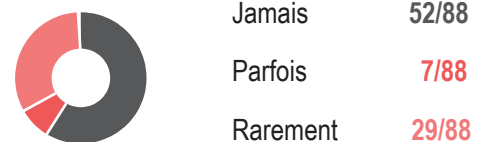


Principales difficultés auxquelles les commerçants et transporteurs sont confrontés

Principales difficultés auxquelles les commerçants sont confrontés pour l'exercice de leur activité, par nombre de commerçants⁴ :

Fréquence à laquelle les transporteurs interrogés sont confrontés à des incidents de sécurité, par nombre de transporteurs :

1. Manque de capital propre 135/229
2. Faible pouvoir d'achat des consommateurs 95/229
3. Mauvais état des routes (coûts du transport élevés) 77/229
4. Non remboursement des dettes par les clients 71/229
5. Insécurité 46/229



Principales difficultés auxquelles les transporteurs sont confrontés pour l'exercice de leur activité, par nombre de transporteurs⁴ :

Principales stratégies mises en place par les transporteurs en cas d'insécurité⁴ :

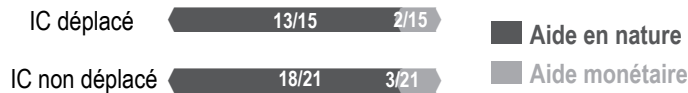
1. Mauvais état des routes 78/88
2. Postes de contrôle 61/88
3. Insécurité /couvre feu 38/88

1. Changement des horaires de transport
2. Changement d'itinéraire
3. Arrêt du transport

Acceptation du transfert monétaire et protection des bénéficiaires

Acceptation du transfert monétaire

Préférence entre aide en nature et transfert monétaire selon les IC déplacés et non déplacés :






Principales raisons pour lesquelles les populations préfèrent recevoir une assistance en nature selon les IC⁴ :

1. Parce que les ménages n'ont pas besoin d'aller au marché pour acheter des articles (charge de travail et coût pour aller au marché)
2. Parce que les ménages peuvent consacrer le temps mis à aller aux marchés à d'autres activités

Principales raisons pour lesquelles les populations préfèrent recevoir une assistance en monétaire selon la minorité d'IC⁴ ayant rapporté la préférence pour l'aide monétaire :

1. Parce que les ménages peuvent dépenser l'argent selon leurs priorités
2. Parce que les ménages peuvent utiliser l'argent pour des AGR
3. Parce que les ménages ne reçoivent pas les articles souhaités lors des distributions

Principales dépenses prioritaires effectuées avec l'argent reçu selon les IC et les participants aux groupes de discussion :

1.  Nourriture
2.  Moyens de subsistance (avoirs productifs, activités génératrices de revenus etc.)
3.  Santé/Education

Protection des bénéficiaires

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein de la communauté cités par les IC⁴ :

- Soupçons de fraude
- Discrimination envers certaines catégories de la population
- Disputes intercommunautaires

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein des familles cités par les IC⁴ :

- Tensions entre coépouses dans les ménages polygames
- Remise de l'argent au mari par l'épouse (tensions si la remise est contre la volonté de l'épouse)
- Détournement de l'argent reçu par le mari (utilisation de l'argent par le mari pour ses propres besoins et non pour ceux du ménage)

Préférence entre aide en nature et transfert monétaire selon les groupes de discussion :

Lors des discussions avec les populations déplacées (hommes/femmes) et les hommes non déplacés, l'aide en nature est préférée par la majorité des participants pour les raisons suivantes :

- Selon la perception des participants, l'aide en nature est plus efficace pour satisfaire le besoin prioritaire de nourriture en situation d'urgence
- le déplacement au marché représente une charge de travail et des coûts supplémentaires liés au transport etc.

Toutefois, le transfert monétaire est préféré par une majorité de femmes non déplacées ayant participé aux discussions pour les raisons suivantes :

- Le transfert monétaire permet de faire des activités génératrices de revenus (AGR)
- Le transfert monétaire permet de réhausser les revenus du ménage.

En plus du type d'assistance préféré, il a été également demandé aux participants de citer la modalité de distribution préférée (entre espèces/coupons) en cas d'assistance monétaire.

Dans la totalité des groupes de discussion, la majorité des participants ont déclaré la préférence pour la distribution en espèces pour ces raisons :

- La distribution en espèces permet de dépenser l'argent selon les priorités et à temps voulu
- La distribution en espèces permet de réaliser des AGR

Dans certains groupes de discussion (avec les hommes déplacés notamment), des participants ont révélé une préférence pour la distribution en coupons pour limiter le risque de vol des espèces et parce que la distribution en coupons leur semble plus proche de l'aide en nature .

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein de la communauté et des familles selon les groupes de discussion :

Selon les groupes de discussion, le problème le plus important que le transfert monétaire pourrait créer au sein de la communauté est le ciblage qui peut générer des frustrations, des tensions et des disputes intercommunautaires.

Les comités de sages et les autorités locales jouent un rôle important pour la gestion des plaintes et l'apaisement des tensions en cas de problèmes intercommunautaires liés au transfert monétaire.

Les problèmes les plus importants que le transfert monétaire pourrait créer au sein des ménages sont :

- Les tensions dans les foyers polygames si l'une des épouses est bénéficiaire et ces tensions peuvent affecter les enfants
- Dans les foyers monogames et polygames, détournement de l'argent reçu par le mari (utilisation de l'argent pour ses propres besoins et non pour ceux du ménage)
- Et enfin, dans les foyers monogames, tensions entre les deux conjoints si le mari exige à l'épouse de lui remettre l'argent quand elle est bénéficiaire

Risques sécuritaires liés au transfert monétaire chez les populations à Diffa :

- Parmi tous les IC, un seul IC déplacé a rapporté qu'il peut exister des risques pour les récipiendaires après avoir récupéré l'aide, et le risque en question est le vol (avec ou sans violence).

Il se pourrait que les informateurs clés aient sous-rapporté les risques liés au transfert monétaire dans l'optique de recevoir une aide monétaire.

- En revanche, des participants aux groupes de discussion menés en particulier à Gueskerou, Nguigmi, Chetimari et Toumour ont indiqué qu'il pourrait y avoir des risques d'attaques sur le trajet aller/retour et/ou des risques de vol sur le trajet ou après avoir récupéré les espèces. Des participants ont également précisé que les femmes et les filles récipiendaires de l'aide monétaire seraient davantage vulnérables face à ces attaques.
- En plus de ces éléments, dans certains groupes de discussion, des participants ont parlé du risque d'arnaque sur le taux de change pendant que les bénéficiaires dépensent l'argent au marché

Analyse des capacités et limites des prestataires de services financiers

	Couverture	Capacités	Limites	Risques	Perspectives
IMF	<ul style="list-style-type: none"> • Les prestataires financiers présents dans la région sont les opérateurs téléphoniques (Orange, Moove, Airtel), les agences de transfert d'argent (Nita, BNIF, Aliza) et les IMF (Ngada et Asusu) • Faible représentation de ces prestataires surtout implantés dans les centres urbains (ville de Diffa, Maine et N'Guigmi) • Pour les IMF un seul bureau pour Asusu et 3 bureaux pour Ngada 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour palier au nombre de bureaux limités, capacité des IMF à mobiliser des équipes mobiles qui se déplacent partout dans la région (toutes les communes) pour distribuer les espèces directement aux bénéficiaires • Expérience de partenariat des IMF (Ngada et Asusu) depuis au moins l'année 2010 avec des ONG/ agences des Nations Unies et le gouvernement pour la distribution monétaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de dispositif pour les personnes à besoins spécifiques (handicap etc.) • Pas de capacité de pré-financement des IMF • Dépendance aux institutions bancaires pour le respect des délais de distribution selon le délai de disponibilité de l'argent dans les comptes bancaires des IMF • Potentielle difficulté des IMF présentes dans la zone à répondre à une très forte demande de transfert monétaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque d'attaque lors du transport des espèces • Risque d'attaque des bureaux des IMF et des agences de transfert d'argent par les groupes armés non étatiques • Certaines localités ayant connu des attaques peuvent être temporairement inaccessibles aux équipes mobiles de distribution des IMF car considérées comme des zones rouges (volonté de protéger leurs agents terrain) 	<ul style="list-style-type: none"> • Volonté des IMF interrogées de poursuivre le partenariat avec les organismes de mise en oeuvre du transfert monétaire et de développer plus de services vis à vis de ces organisations
Opérateurs téléphoniques	<ul style="list-style-type: none"> • Présence de points de vente/ et de retrait davantage en milieu urbain • Couverture réseau effective surtout dans les centres urbains (Diffa, Maine Soroa etc.) et la plupart des sites/ localités le long de la route nationale 1 	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité à disponibiliser les espèces au niveau des points de retrait à condition qu'il y ait une bonne planification (les opérateurs téléphoniques ont besoin de temps pour briefier leurs agents terrain et disponibiliser les espèces au niveau des points de retraits situés dans les zones cibles du transfert monétaire) • Possibilité d'augmentation des plafonds de retrait quotidiens pour faciliter les transactions monétaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de points de retrait • Perturbations fréquentes des réseaux de communication • Problèmes de disponibilité des espèces au niveau de certains points de retrait • Fermeture des bureaux de retrait tôt par rapport aux autres régions du pays (15h) 	<ul style="list-style-type: none"> • L'insécurité à Diffa perturbe souvent le réseau et les transactions bancaires (fermeture des bureaux / et des points de retrait en cas d'incidents sécuritaires etc.) • Risque d'attaque des points de retrait par les groupes armés pour renouveler leur stock 	<ul style="list-style-type: none"> • Perspectives d'augmentation du nombre de points de retrait dans la région de Diffa en général • Perspectives de proposer des produits encore plus adaptés aux organismes de mise en oeuvre spécialisés dans le transfert monétaire

Analyse des capacités et défis des organismes de mise en oeuvre du transfert monétaire

Capacités	Difficultés	Risques	Opportunités
<ul style="list-style-type: none"> Selon la matrice 4W réalisée par OCHA en 2019, environ 11 organisations de mise en oeuvre (agences des nations unies/ONG) font des opérations de transfert monétaire dans la région de Diffa Les 6 organisations interrogées ont les ressources humaines nécessaires pour mener des programmes de transfert monétaire dans la région de Diffa avec un personnel spécialisé et dédié Selon la plupart des organisations interrogées, il existe des procédures d'opération standard pour la mise en oeuvre du transfert monétaire, y compris l'évaluation des risques de protection. 	<ul style="list-style-type: none"> Difficultés logistiques et financières avec les prestataires privés (respect des délais, retards de paiement, insuffisance de représentation des banques/IMF, problèmes logistiques liés au transport des espèces, problèmes de couverture réseau des opérateurs téléphoniques etc.) L'Etat d'urgence dans la région et la situation sécuritaire dans des localités situées dans certaines communes en particulier (Nguigmi, Toumour, Chetimari, Gueskerou) posent des difficultés pour la mobilisation d'équipes mobiles de distribution et pour le respect des planning de distribution (report fréquent des opérations du fait de la situation sécuritaire volatile) Défi d'amélioration du ciblage afin que les populations les plus vulnérables bénéficient de l'aide monétaire 	<ul style="list-style-type: none"> Menaces reçues par des organisations de mise en oeuvre de la part de groupes armés non étatiques lors d'opérations de transfert monétaire Le déplacement des populations du fait de la situation sécuritaire volatile peut impacter les opérations de transfert monétaire Risque d'attaques ciblées envers le personnel des organisations de mise en oeuvre du transfert monétaire sur le terrain lors des distributions Risque d'attaques/vol pendant le transport des espèces en cas de distribution directe aux bénéficiaires, risque plus accru dans des communes telles que Gueskerou, Toumour, Chetimari, Nguigmi, Kablewa. 	<ul style="list-style-type: none"> Plus de sensibilisation communautaire tout au long du processus de ciblage et de distribution (en impliquant les leaders communautaires notamment) Amélioration continue du système de gestion des plaintes sur la base des expériences accumulées et des leçons apprises Partage régulier d'expériences et de bonnes pratiques avec les autres organisations via des structures comme le Cash Working Group Développement du transfert monétaire considéré comme une stratégie d'intervention pertinente par les organisations ayant répondu à l'enquête

Analyse des opportunités et risques du transfert monétaire dans la région de Diffa et recommandations

Opportunités	Contraintes	Risques	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> Majorité des marchés physiquement accessibles aux populations Ouverture régulière des marchés Disponibilité des produits alimentaires de base et de produits non alimentaires dans la majorité des marchés Amélioration /stabilité de l'état des infrastructures de stockage dans la plupart des marchés Diversité des sources d'approvisionnement des produits (Nigéria, région de Diffa, région de Zinder, région de Maradi et le Tchad) 	<ul style="list-style-type: none"> Accès restreint des gros véhicules de transport de marchandises aux marchés (camions de 30 tonnes et de 20 tonnes) Diminution du nombre de commerçants dans les 6 mois qui précèdent l'évaluation dans la majorité des marchés selon les IC gestionnaires de marchés/impact sur l'animation des marchés Eloignement des marchés par rapport aux localités dans certaines communes telles que Ngourti, Nguelbeyli, Foulatari, et le coût du transport est considéré élevé par ces populations Mauvais état des infrastructures pour l'accès aux marchés 	<ul style="list-style-type: none"> Risques de vols, attaques et enlèvements sur les chemins d'accès aux marchés rapportés par les populations dans certaines communes telles que Gueskerou, Nguigmi, Toumour, Kablewa et Maine Soroa Risque de problèmes d'approvisionnement des marchés en cas de renforcement des mesures de sécurité vis-à-vis des transporteurs de marchandises du fait de la situation sécuritaire au Nord Nigéria Vol de l'argent au niveau des marchés Menace des bénéficiaires par les groupes armés non étatiques après réception de l'argent 	<ul style="list-style-type: none"> Suivi régulier de l'évolution du taux de change CFA/Naira et sensibilisation des bénéficiaires pour éviter le risque d'amaque sur le taux de change Plus de sensibilisation auprès des leaders communautaires et des populations sur les bénéfices du transfert monétaire, le ciblage, et les moyens d'éviter les risques de tensions familiales et intercommunautaires Plus de sensibilisation des bénéficiaires sur les mesures de sécurité individuelle des bénéficiaires après la réception des espèces Implication des commerçants et de toutes les parties prenantes dans les activités de sensibilisation

Opportunités

- Disponibilité des produits alimentaires de base et de produits non alimentaires (vêtements, bâches, bidons, marmites, articles scolaires etc.) dans la majorité des marchés
- Evolution de l'offre de produits non alimentaires et de produits alimentaires importés (riz importé, maïs, huile) en augmentation ou stable dans la majorité des marchés cette année par rapport à l'année dernière
- Majorité des commerçants interrogés en capacité de répondre en deux semaines maximum au cas où la demande double
- Diversité des dépenses effectuées avec l'aide monétaire par les populations dont les AGR en particulier qui sont en phase avec l'objectif d'autonomisation des populations
- Présence d'une diversité de prestataires financiers dans la région de Diffa : les IMF (Ngada et Asusu), les agences de transfert d'argent (Nita, BNIF et Aliza) et les opérateurs téléphoniques qui disposent d'un service de transfert d'argent (Orange, Airtel, Moove)
- Capacité des prestataires financiers à déployer des équipes mobiles de distribution dans toutes les communes de la région
- Expérience de partenariat des prestataires financiers à Diffa avec des organisations de mise en oeuvre du transfert monétaire
- Les organisations de mise en oeuvre interrogées ont des procédures d'opération standard incluant l'évaluation des risques de protection
- Opportunité de partage d'expérience entre les organisations qui mettent en oeuvre le transfert monétaire à Diffa via le CWG multisectoriel
- Cadre institutionnel favorable au transfert monétaire au Niger
- Le transfert monétaire occupe une place importante dans le plan de réponse humanitaire du Niger en 2019

Contraintes

- Difficultés liées au taux de change dans certains marchés telles que les commissions élevées, la baisse de la valeur de la monnaie
- Baisse de l'offre de certains produits alimentaires saisonniers (mil, niébé) dans environ le tiers des marchés cette année par rapport à l'année dernière
- Populations interrogées d'avantage favorables à l'aide en nature qu'au transfert monétaire
- Déplacement au marché considéré comme une contrainte (du fait du coût du transport, les conditions météorologiques, les risques sécuritaires dans certaines localités) et une charge de travail par les populations interrogées
- Connaissance limitée/méconnaissance du transfert monétaire et plus particulièrement de la distribution en coupons par les populations
- Perturbations fréquentes des réseaux de communication qui ralentissent les activités de transfert d'argent
- Faible capacité de préfinancement des IMF
- Les personnes qui détiennent un téléphone portable font face à des difficultés telles que la recharge en raison des coupures d'électricité ou la non électrification de certaines localités
- Problème de disponibilité des espèces au niveau des banques commerciales qui gèrent les fonds des IMF et des opérateurs téléphoniques
- Les prestataires financiers ont des représentations ou des bureaux/ points de retrait surtout dans les centres urbains (Diffa, Maïne et Nguigmi)
- Difficultés logistiques auxquelles les organisations de mise en oeuvre font face parfois (respect des délais par les prestataires financiers, retard de paiement, problèmes logistiques dus au transport des espèces etc.)

Risques

- Perte et/ou arnaque sur les frais de commissions et/ou sur le taux de change qui fait baisser le montant reçu par les bénéficiaires au moment des dépenses
- Fraudes lors du ciblage des bénéficiaires
- Tensions au sein des familles : disputes entre coépouses dans les familles polygames, détournement de l'argent reçu par le mari
- Tensions au sein de la communauté : disputes intercommunautaires, contestation du ciblage et soupçons de fraude
- Risque que les prestataires financiers ne disposent pas des ressources humaines, logistiques et financières pour répondre à une très forte demande de transfert monétaire par plusieurs organisations
- Attaques ciblées sur le personnel des organisations de mise en oeuvre sur le terrain lors des distributions
- Extorsion de fonds par les groupes armés non étatiques auprès des bénéficiaires après réception de l'argent
- Fermeture temporaire/permanente de points de retrait des agences de transfert monétaire comme mesure de sécurité après des incidents sécuritaires
- Menace des prestataires financiers par les groupes armés
- Déplacement fréquent des populations : risque de recensement secondaire qui permet à certains déplacés de bénéficier de plusieurs aides en même temps au détriment d'autres personnes

Recommandations

- Dans les familles polygames considérer chaque épouse (et ses enfants) comme un ménage à part entière pour éviter les tensions
- Ciblage rigoureux (allonger la durée du ciblage) afin que l'aide profite aux plus vulnérables
- Meilleure coordination entre les acteurs qui mettent en oeuvre le transfert monétaire : partage des planning de distribution pour une meilleure coordination des activités/ partage d'expériences et de bonnes pratiques via le CWG multisectoriel
- Suivi de la situation sécuritaire dans les zones ciblées avant chaque intervention monétaire pour ne pas exposer les bénéficiaires aux risques de sécurité
- Association du cluster protection via le CWG pour une meilleure implication des acteurs de protection dans la sensibilisation communautaire avant l'assistance monétaire
- Elaborer un panier de dépenses minimum pour le transfert monétaire multisectoriel et définir des critères d'ajustement du montant en vigueur pour les activités de sécurité alimentaire (32 500 F CFA)
- Etude plus approfondie sur les localités ciblées dans la région avant chaque programme de transfert monétaire pour déterminer la modalité de distribution la plus appropriée (espèces/ coupons) et le type de prestataire financier à solliciter

1 OCHA, UNHCR, UNICEF, PAM. Evaluation de la faisabilité du transfert monétaire conjoint en situation d'urgence à Diffa. Juillet 2017

2 Points focaux de divers profils bien renseignés sur le fonctionnement des marchés (personnel de la mairie, responsables/membres d'associations de commerçants etc.)

3 Comme les informations sont fournies par IC et des groupes de discussion, les résultats sont indicatifs de la situation des marchés et des villages évalués et non représentatifs.

4 Question à choix multiple